

LE BIEN PUBLIC

ÉDITION SPÉCIALE

5 - Vendredi 3 juillet 2015 - 1,10 € - Fondé en 1851

BIENPUBLIC.COM

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

1^{er} & 2 JUILLET 2015

PALAIS DES CONGRÈS - BEAUNE



CRCC
COMPAGNIE
RÉGIONALE DES
COMMISSAIRES AUX
COMPTES
BESANCON

ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES
Région Bourgogne Franche-Comté

CRCC
COMPAGNIE
RÉGIONALE DES
COMMISSAIRES AUX
COMPTES
DIJON

Les experts-comptables vous souhaitent la bienvenue à Beaune-Plage

La toute première Université d'été commune aux trois institutions de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté a eu lieu ces 1^{er} et 2 juillet au palais des Congrès de Beaune. Elle rassemble l'Ordre des experts-comptables de Bourgogne-Franche-Comté et les Compagnies régionales des commissaires aux comptes de Dijon et de Besançon pour un point sur des métiers issus d'un même cursus, nés d'un même diplôme souhaitant travailler main dans la main à l'heure où la spécialisation des métiers s'intensifie.



Denis Lesprit : « Nous n'attirons plus suffisamment les jeunes »



Denis Lesprit, président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes. Photo M. C.

Il vous semble urgent de doper la visibilité de votre profession juridique et pour cela vous adressez aujourd'hui un appel très large aux commissaires aux comptes...

« En effet, sans eux, je ne peux rien, à mon niveau. J'en appelle aux jeunes, j'en appelle aux professionnels installés. C'est un métier de très grande qualité qui s'ignore et que notre environnement direct n'a pas à l'esprit. Quand nous venons dans une entreprise, elle se dirige vers le progrès. Il faut que nous mettions cela en évidence sans tarder. La CNCC a donc imaginé pour nos confrères une sorte de boîte à outils prête à l'emploi pour jouer ce rôle incontournable, à l'avenir, d'ambassadeur. »

Justement, en quoi consiste cette « mallette d'ambassadeur » ?

« C'est un pack comprenant des supports techniques, comportementaux et d'arguments. Comme nous sommes tenus à ne pas être commerçants, nous devons mettre en avant ce que nous sommes malgré une certaine culture de l'humilité. J'en ai un peu marre que l'on assimile le commissariat aux comptes à une charge administrative ou à une taxe audit. Et ce n'est pas parce que la profession se simplifie qu'elle doit disparaître de la scène. Pour simplifier le jeu, on n'écarte pas l'arbitre. »

Autre priorité, se pencher sur l'attractivité du métier en organisant des états généraux dédiés à la problématique. Y a-t-il urgence ?

« En effet, nous n'attirons plus suffi-

« J'en ai un peu marre que l'on assimile le commissariat aux comptes à une charge administrative ou à une taxe audit. »

BIO EXPRESS

Denis Lesprit, originaire de Toulouse et diplômé d'HEC, est président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes depuis février 2015, il succède à Yves Nicolas. Il s'oppose au relèvement des seuils d'intervention des commissaires aux comptes dans les entreprises et souhaite renouveler la profession.

samment les jeunes. Est-ce une question de mode ? De visibilité ? Sommes-nous trop vieux, trop stricts ? J'observe un fossé générationnel, avec les nouveaux venus, nos cultures sont différentes – notamment en ce qui concerne le numérique. Aujourd'hui, il faut que les jeunes nous expliquent. Aussi, je les invite à participer activement aux états généraux. »

Il manque des indicateurs pour évaluer les mesures prises par le gouvernement aujourd'hui. Vous proposez de jouer ce rôle, comment ?

« En créant un Observatoire national et en jouant les auditeurs indépendants pour l'économie du pays. Nous sommes le lien entre la sphère du droit et le monde de l'économie. Nous intervenons sur un tissu de 180 000 PE/PME. Or ce sont ces structures qui se sentent les plus abandonnées. Nous sommes en mesure de leur donner des informations statistiques pertinentes et objectives et de fournir au pays un panel représentatif où l'on s'interroge ensemble sur les sujets posant soucis. »

La réforme européenne de l'audit vous fait-elle peur ?

« Non, mais il faut qu'elle devienne une opportunité pour notre profession de consolider notre modèle français et de conserver une profession unie, de la TPE à la société cotée. »

« Faire face à l'internationalisation de la profession »

Philippe Arraou, vous avez mis l'accent sur l'arrivée un peu soudaine de la transition numérique pour les experts-comptables. Menace-t-elle la profession ?

« La problématique de la dématérialisation arrive brutalement dans le monde des experts-comptables. Nous voyons arriver sur le marché une profusion de nouveaux outils, d'offres comprenant des éditeurs nouvelle génération. On parle fréquemment d'une "Uberisation" qui provoque la simplification, l'automatisation des tâches de saisie comptable qui seront menacées demain de disparition. Les experts-comptables sont pour le moment à l'abri de ce mouvement, arrivé des États-Unis avant de conquérir l'Europe et maintenant la France. »

Comment bien prendre le virage informatique ?

« Nous allons devoir revoir notre offre, proposer d'autres choses aux clients. Du conseil en gestion, la mise en place d'un budget avec un suivi mensuel, le suivi de la trésorerie, sa gestion, celle des créances. Des domaines dans lesquels nous n'avions jusqu'ici pas le temps d'intervenir. Le conseil de l'Ordre se donne pour mission d'aider tous les cabinets à franchir le pas pour ne pas se laisser devancer par la dématérialisation. »

« Demain nous toucherons à autre chose que la comptabilité. Nous accompagnerons bien plus les entreprises avec cette notion de « full service ». »

BIO EXPRESS

Philippe Arraou, spécialiste franco-espagnol de la profession, établi à Pau et Barcelone, est président du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables depuis mars 2015, il succède à Joseph Zorghiotti. Il représente la profession française dans plusieurs organisations professionnelles internationales.

Il semble que la profession va devoir se séculariser, se rapprocher du monde des clients ?

« En effet, demain nous toucherons à autre chose que la comptabilité. Nous accompagnerons bien plus les entreprises avec cette notion de "full service", en un mot, nous leur proposerons de prendre en charge la gestion globale des chiffres. Voilà pourquoi je ne suis pas inquiet en définitive. En revanche, nous devons communiquer pour que les entreprises identifient bien nos nouvelles gammes de services. Il va falloir les "vendre" en direction de nos propres clients, ce dont nous n'avions, jusque-là, pas besoin. »

Vous appelez vos confrères à se tourner vers une nouvelle clientèle en difficulté, les collectivités locales.

« Avec la baisse des dotations de l'État, elles sont nombreuses à se retrouver en difficulté financière. Nous pouvons leur apporter nos méthodes de gestion qui ont fait leurs preuves dans l'entreprise. Pourquoi ne pas proposer quelques journées de formation afin de les aider à mettre en place une organisation et un outil leur donnant en temps réel le suivi de la dépense pour prendre des décisions et apporter rapidement les mesures correctives nécessaires ? »



Philippe Arraou, président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables. Photo M. C.

Jean-Claude Pétament : « Nous devons adapter les réformes européennes aux spécificités françaises »

Jean-Claude Pétament, 62 ans, établi à Dijon, est président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC) de Dijon depuis le 1^{er} janvier 2013, date à laquelle il succède à Yves Llobell. La profession qu'il représente est sous l'autorité du ministère de la Justice et dépend des cours d'appel régionales.

Durant cette première Université Bourgogne Franche-Comté, tous les métiers sont réunis : quel est l'impact de la fusion régionale sur la profession du chiffre ?

« A vrai dire, si un rassemblement si important a lieu, avec une fréquentation attendue de 700 personnes, c'est surtout une question de calendrier et de lieu. Beaune est l'endroit central parfait pour cela et les dates étaient bonnes, une fois n'est pas coutume.

Concernant la fusion des régions, notre profession chargée de sécuriser le marché financier est organisée depuis près de cinquante ans avec la loi sur les sociétés commerciales (1966). Nous dépendons des cours d'appel, c'est donc en réalité plutôt à l'échelon institutionnel que la fusion a des répercussions. Nous ne faisons que nous adapter. Il faudra attendre de savoir où siègera la cour d'appel ré-



Jean-Claude Pétament, président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC) de Dijon. Photo M. C.

gionale. En termes d'effectifs, au lieu de deux présidents régionaux, il n'y en aura plus qu'un, mais les confrères n'auront à s'inscrire qu'à une seule compagnie, ce qui simplifiera les choses. Aujourd'hui la Compagnie régionale siège à Dijon, nous sommes en quelque sorte déjà passés à l'étape supérieure : le rayon d'action de la cour d'appel de Dijon concerne les départements de la Côte-d'Or, de la Haute-Marne et de la Saône-et-Loire. »

Toujours dans l'actualité, le projet de la Loi Macron a fait descendre vos collègues avocats et notaires

dans les rues, a-t-elle moins d'impact sur vous que sur les autres professions juridiques ?

« Notre liberté d'installation est déjà totale, les tarifs sont libres et font jouer à plein la concurrence, nous n'avons pas de numerus clausus aux examens. Chez nous la réforme est permanente. Aujourd'hui, du fait de l'Europe, nous pointons surtout nos yeux sur la réforme de l'audit. L'Union a décidé de grands principes que nous nous devons d'adapter aux spécificités françaises, sans quoi tout un pan de l'économie – les plus peti-

“ Le prélèvement de l'impôt à la source sera indéniablement une charge pour les entreprises. ”

tes entreprises – ne sera plus concerné par nos interventions, ce qui représente un danger pour le marché français. »

Le prélèvement de l'impôt à la source fait partie des chantiers de rentrée du gouvernement, qu'en pensez-vous ?

« Ce sera indéniablement une charge pour les entreprises qui devront collecter les impôts, ce qui impliquera pour eux des surcharges de coûts. Ce sera un sujet de préoccupation important pour eux dans la mesure où ils devront faire passer le message aux salariés, les services de ressources humaines devront poser plus de questions quant aux situations personnelles de leurs collaborateurs. Les petites entreprises qui n'ont pas de cabinet RH auront du mal à absorber le travail supplémentaire. On parle de simplification. Ce sera vrai pour l'État, pas pour l'entreprise. »

Laurent Fournier : « Nous n'avons pas attendu la fusion Bourgogne - Franche-Comté »

Laurent Fournier, expert-comptable établi à Dole (Jura), est le président de l'Ordre régional des experts-comptables Bourgogne Franche-Comté depuis 2012, date à laquelle il succède à Rémy Seguin. La profession qu'il représente est située sous l'autorité du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et suit un découpage ordinal décidé en 1945.

Vous êtes président Bourgogne-Franche-Comté de l'Ordre, la fonction régionale n'a donc pas attendu la fusion ?

« En effet, nous mutualisons les moyens dans les deux régions depuis l'après-guerre. Le découpage vient du gouvernement provisoire de Vichy (1941), il correspond aux régions militaires de l'époque. Le général de Gaulle a abrogé ce découpage en 1945 pour tous les Français mais l'a conservé pour la profession. Nous couvrons donc, depuis lors, les huit départements de la Bourgogne-Franche-Comté.

Cela dit, les deux régions n'ont pas la même identité. Ce sont des tissus économiques très différents. La Bourgogne est centrée sur l'agroali-



Laurent Fournier, président de l'Ordre régional des experts-comptables Bourgogne - Franche-Comté. Photo M. C.

mentaire et viticole, la Franche-Comté est plus industrielle. C'est un marqueur qui peut faire la différence. L'activité en Bourgogne a également souffert moins, et moins brutalement, de la crise de 2008-2009. Là, les secteurs de la lunette, du jouet se sont écroulés, avec des effets en chaîne sur les sous-traitants. En Bourgogne, il y a plus d'activités de services, ce qui a amorti la crise. Mais elle repartira sans doute moins vite que la Franche-Comté. »

L'université d'été se concentre sur le futur de la profession, avez-vous déjà quelques pistes ?

« On remarque une tendance à la spécialisation. Les dossiers sont de plus en plus pointus et nécessitent de faire entrer dans les cabinets divers spécialistes, du social, du juridique, du financier, etc. Ainsi, alors qu'au début de ma carrière, un cabinet de neuf personnes nous apparaissait comme important, aujourd'hui, neuf est une moyenne. Et encore, ils sont

“ En Bourgogne, il y a plus d'activités de services, ce qui a amorti la crise. Mais elle repartira sans doute moins vite que la Franche-Comté. ”

de moins en moins nombreux à fonctionner ainsi en réalité. La tendance est à la concentration.

La parité semble évoluer également. Alors que plus de la moitié des diplômés sont des femmes, elles sont très peu (un quart) à accepter de travailler avec un statut libéral après 40 ans. On les retrouve comme salariées de cabinets ou d'entreprises, mais conjuguer organisation professionnelle et personnelle reste pour elles une barrière majeure. D'autant que les études sont longues et que les horaires en cabinet libéral peuvent atteindre les 80 heures hebdomadaires. Aujourd'hui, on constate un regain imperceptible mais réel de femmes dans le libéral. C'est une bonne nouvelle. »

L'Université d'été en photos... .. sous le signe de la fête

Prévenez Obama, les États-Unis, cette année, Spring-break s'organise sur les rives, non pas de Cancun, mais de Beaune-Plage.

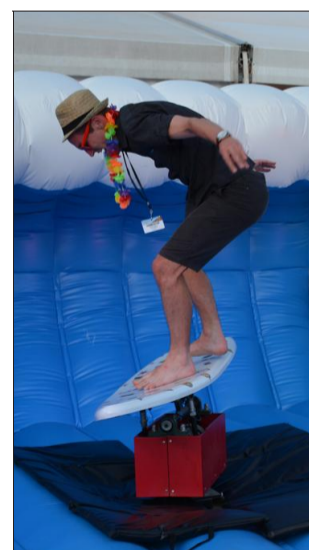
Denis Lesprit se demande (dans nos pages) où sont les jeunes de la profession, il se soucie du choc de générations. Mais Président, la solution est toute trouvée ! Ils sont ici, avec leurs aînés, près du bar de la plage, occupés à siroter un mojito ou à surfer sur une vague, un collier de fleurs multicolores pendu au cou. Non, vraiment, ne vous en faites pas...

La soirée barbecue-méchoui préparée par le chef Laurent Parra et ses équipes a clôturé une journée d'Université d'été dense. Où l'on aura écouté attentivement les présidents nationaux et régionaux de l'Ordre des experts-comptables et de la Compagnie des commissaires aux comptes (leurs interviews dans les pages précédentes), où l'on aura discuté des sujets brûlants à l'ombre d'un soleil torride qui irradie Beaune de ses 40°C et sublime le crépuscule.

Le soleil a irradié l'Université d'été à Beaune de ses 40°C jusqu'au crépuscule

Sur un air de Jeff Buckley, s'organise une partie de baby-foot, de pétanque, de Mölky, le célèbre jeu de quilles finlandaises, de fléchettes, à moins que l'on ne s'enferme dans la cabine Smile Box pour se tirer quatre selfies façon photomaton à l'ancienne. Bref ce mercredi soir, on se lâche jusque tard parce que demain, il y a du pain sur la planche. Trois assemblées générales (en page 7), des ateliers en présence des partenaires pour mieux comprendre les sujets techniques et deux plénières de réflexion sur les métiers de demain (en page 6).

Et attention à ne pas finir la journée trop dans la lune, jeunes stagiaires, vous risqueriez d'y croiser Patrick Baudry, astronaute, passager fut un temps de la navette Discovery, invité d'honneur de l'Université d'été (en page 8).



Assemblées générales, ateliers, conférences et tables rondes sur le numérique et les ressources humaines ont fait salle comble dans l'amphithéâtre du palais des Congrès de Beaune. Ambiance studieuse, relevée de quelques palmiers. Raquette et autres cadeaux de tombola à la main, les jeunes de la profession participaient à l'Université d'été apportant leur touche – festive – personnelle. Photos M. C.

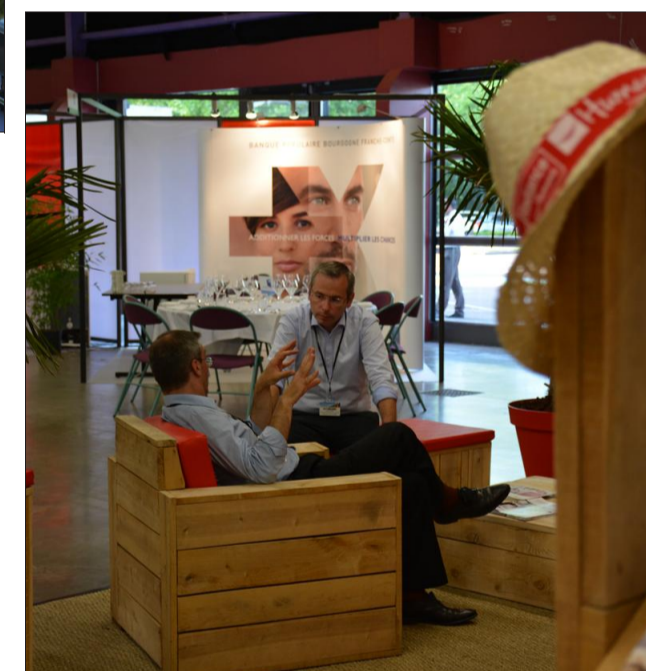


PORTRAIT DE CONGRESSISTE



Noémie Bouvier, 33 ans, stagiaire et responsable d'une agence à Dijon. D.R.

« J'ai un profil un peu atypique. J'étais salariée d'un cabinet depuis 11 ans, auquel je me suis associée il y a 5 ans. Mais je n'étais pas encore diplômée. En tant que femme, j'ai construit ma vie de famille en premier et désormais je termine mes études. J'ai deux enfants et la chance de pouvoir jongler avec une grand-mère sympa. J'équilibre les deux aspects de ma vie grâce au télétravail, le soir et les week-ends. Ce que j'attends de ce type d'événement, c'est de pouvoir rencontrer mes confrères, se recroiser, échanger, et approfondir mon réseau. Plusieurs formations m'ont intéressée. Je suis allée rencontrer des partenaires. Ils sont choisis et suggérés par l'Ordre, je sais donc que je peux m'y fier, notamment pour les assurances et la formation professionnelle qui sont très importantes pour nous. »



Les barrières s'effacent dans l'ambiance hawaïenne, au pays du chiffre, sous le soleil et l'addition de cocktails. Jean-Claude Pétament porte le collier de fleurs – dress code de la soirée. Le sourire et l'énergie débordent également sur la scène de conférence avec l'intervention régulière d'une troupe de théâtre.

Photos M. C.



Diversifier son patrimoine

La Caisse d'Épargne attire l'attention des dirigeants d'entreprises sur le fait de ne pas engager totalement son capital dans une entreprise et de ne tirer des sources de revenus que d'elle, mais de veiller à diversifier son patrimoine. La banque propose la solution des fonds d'investissement capables de racheter une partie des actions et de les « liquéfier » afin d'investir dans un bien comme l'immobilier.

Chefs d'entreprise

Gan se penche lors d'un atelier sur l'optimisation de la rémunération des dirigeants. Dans un contexte de déficit du régime des retraites par répartition, l'agence offre des conseils au cas par cas via son site wexpertandyou.com comprenant un outil d'aide à la décision. Les codes d'accès sont disponibles en agence Gan.

SepaMail

La Banque populaire a présenté SepaMail, un nouveau système de règlement de factures par mail, 100 % dématérialisé. Le client règle sa facture directement par internet ou smartphone. Sa banque envoie le virement directement à la banque du fournisseur à échéance souhaitée. Un gain de temps sur la gestion et un effort de traitement des chèques réduit.

Textes et photos :
Marion Chevassus

LE BIEN PUBLIC

Président du Conseil d'Administration
Directeur de la publication : Pierre FANNEAU
Directeur départemental
de la rédaction : Frank MAUERHAN
S.A. EST BOURGOGNE MÉDIA
7, bd Chanoine-Kir - BP 21550
21015 Dijon Cedex
Imprimerie : S.A. EST BOURGOGNE MÉDIA
71880 CHATENAY-LE-ROYAL
Commission paritaire : 0416 C 80667
ISSN : 0998-4593

UNIS !



L'université d'été est l'occasion pour le conseil de l'ordre régional des experts-comptables, représenté par son président Laurent Fournier, de renouveler son partenariat avec AG2R. La signature a lieu sur l'espace partenaires du palais des Congrès de Beaune. Cette année 40 d'entre eux ont répondu à l'appel des professions du chiffre pour animer des ateliers (voir brèves ci-contre) et proposer leurs derniers services. Photo M.C.

COHÉSION

Laurent Arrouasse (Paris) et Jean-François Mallen (Bourg-en-Bresse), expert-comptable et commissaire aux comptes, ont tenu une conférence sur la complémentarité des deux métiers. « Nous vivons mal la situation bicamérale de la profession. Tous les 4 ou 5 ans, le sujet refait surface. Mais les deux vivent en bonne intelligence pour servir le tissu économique. Ce sujet a notamment été provoqué par le projet de loi sur l'interprofessionnalité. » M.C.



Appli

Fiducée a développé une application pour susciter l'intérêt des clients des experts-comptables sur leurs compétences à répondre aux questions d'optimisation de la rémunération, de la protection sociale, des droits de succession et des charges sociales. En deux minutes, le client répond à douze questions et reçoit une réponse chiffrée avec le montant précis du gain potentiel. L'appli s'appelle Petiteentreprise.net et sera disponible dès septembre 2015.

Radiance Humanis

Un des partenaires privilégiés des experts-comptables renouvelle sa convention avec Laurent Fournier, président de l'Ordre en Bourgogne-Franche-Comté. L'assureur est intervenu sur l'ANI en précisant l'obligation pour tout salarié d'entreprise de cette complémentaire santé dès 2016. Le dispositif est collectif mais il existe des dispenses d'adhésions dans certains cas. Renseignez-vous !

Jean-Pierre Ladouce : « Quand je partirai en retraite, la profession n'aura plus le même visage »

Depuis votre position de président régional, quel regard avez-vous sur la conjoncture économique en Franche-Comté ?

« Les commissariats aux comptes sont directement impactés par la crise car le nombre de missions que nous effectuons est directement en lien avec le contexte. Une de nos prérogatives fortes est la procédure d'alerte. Quand nous sentons qu'il existe une difficulté économique ou une mise en cause de la continuité de l'exploitation, le commissaire aux comptes alerte le chef d'entreprise, lui fait part de ses inquiétudes. En ce moment, nous avons une mobilisation forte sur ce type de procédures, ce qui est révélateur de la difficulté d'entreprendre. Cette mesure concerne toutes les entreprises de type SA, SAS au-delà de 2 millions de chiffre d'affaires, et les SARL au-delà de 3,2 millions de chiffre d'affaires. »

La volonté de remonter ces seuils risque de vous faire perdre un nombre important de missions. Mais elle a



Jean-Pierre Ladouce est président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Besançon. Photo D.R.

d'autres conséquences inévitables sur le tissu économique local, lesquelles ?

« Nous risquons de voir augmenter le nombre de sinistres. Car quand une procédure d'alerte est lancée dans les temps, elle a une chance sur deux de réussir et de sauver l'entreprise de la faillite en lui donnant un bouclier juridique capable de la protéger des recours des créanciers. »

Les commissaires aux comptes n'ont pas encore entamé leur révolution numérique, pourquoi ?

« Contrairement aux experts-comptables confrontés à l'industrialisation de la tenue de la comptabilité, le commissaire aux comptes a une profession plus littéraire, dirons-nous, plus juridique, portée sur le rédactionnel. Un ordinateur ne peut pas encore procéder à une analyse de risques, cela nécessite la sensibilité humaine. »

Néanmoins, elle sera nécessaire...

« Nécessaire, oui. Mais risquée. D'un côté, elle passera par internet et l'échange de données. Elle nous permettra de gagner du temps sur nos missions de récupération de données financières. Quand je partirai en retraite, dans cinq ans, je suis certain que la profession aura énormément évolué. Mais attention à l'autre aspect : le risque de disparité entre les gros cabinets, bien équipés qui peuvent même faire sous-traiter l'activité numérique, et les petites expertises pour qui cette révolution aura un coût, et qui n'auront pas moyen d'embaucher de nouvelles compétences. »

BILAN. Le point sur les trois assemblées générales qui ont eu lieu pendant l'Université d'été.

D'assemblée en assemblée

ILS L'ONT DIT

« Les... vacances ? Mais qu'est-ce que cela veut dire ? C'est un mot nouveau ? »

Humour de jeune expert-comptable

« Le sujet de ces universités d'été ne sera pas les vacances comme le suggère l'environnement, mais l'avenir de la profession. »

Jean-Claude Pétament (CQFD)

« Le travail est une valeur fondamentale. J'ai parfois travaillé 48 heures sans me nourrir. »

Patrick Baudry (CQFD)

« Les professions changent. Avant j'avais besoin d'un simple stylo pour travailler. Aujourd'hui, je possède ce smartphone, une clé USB, un Ipad et euh... mes lunettes. »

Conférencier de la Datev, table ronde sur le numérique

PORTRAIT DE CONGRESSISTE



Marc Mélé, responsable marketing Cabinet Andre & Associés à Beaune. D. R.

« J'ai été formé au marketing, stratégie de marque-innovation, domaine dans lequel je possède un master depuis 2012. J'ai été recruté pour ces compétences du fait de l'ouverture de la profession à la communication depuis juillet 2012. Depuis 2014, nous avons également droit au démarchage. Mon but est d'établir de nouvelles offres à destination d'une clientèle essentiellement tournée vers le vin. Je fais partie de cette génération Y, connectée, qui casse les codes avec les anciennes méthodes de gestion plus paternalistes dont il a été question dans les ateliers. Nous apportons une nouvelle vision au métier, en les faisant entrer dans le jeu du marché comme n'importe quelle autre entreprise. »

COMMISSAIRES AUX COMPTES RÉGION DE DIJON

JEAN-CLAUDE PÉTAMENT : « DES PARTENARIATS TRÈS CONCRETS »

« Depuis le début de la mandature, nous mettons en avant la profession vis-à-vis des jeunes. Nous créons des liens les plus constants possibles avec les organisations de jeunes (AJEC et futurs diplômés) notamment en apportant des financements à leurs événements. Nous avons subventionné à hauteur de 100 euros les dix premiers inscrits de la région aux Estivales, organisées par le CJEC, s'ils s'inscrivaient au parcours de formation "audit". Nous avons également participé à la signature de convention régionale avec le Greta 71 et le lycée Matthias de Chalon-sur-Saône afin de mettre en place une formation en alternance proche des cabinets du 71 pour attirer les jeunes de la Saône-et-Loire. Ensuite, nous avons établi un plan de communication à



destination du monde économique en mettant en place un partenariat et une adhésion aux Medef et CGPME 21 et 71 pour être présents en tant que branche et échanger avec le patronat sans prise de position particulière. Enfin, nous multiplions les partenariats avec les lycées et l'université pour des remises de diplômes et de prix dans nos branches (Bac SCG, Master CCA). »

EXPERTS-COMPTABLES BFC

LAURENT FOURNIER : « ATTENTION À L'UBERISATION DE LA PROFESSION »

« Notre équipe a été élue en 2013 sur des axes privilégiés dont nous avons rendu compte. Le premier, c'est l'attractivité de la profession pour la jeunesse. Nous avons beaucoup misé dessus car le marché de l'emploi des experts-comptables a du mal à recruter. Cela dit, à 15 ans, au moment de l'orientation, il est difficile de matérialiser ce métier – pas comme pour l'avocat ou le médecin dont on a de fortes représentations collectives. Nous devons faire un gros effort d'information.

Une autre préoccupation sera de garder les stagiaires formés au sein de nos profes-



sions. Nous avons besoin d'eux dans les cabinets libéraux pour remplacer ceux qui partent à la retraite, pour reprendre des affaires. Nous devons les mettre en situation de se projeter. Même si nous subissons la crise de manière collatérale, le métier est plutôt épargné dans notre région. »

COMMISSAIRES AUX COMPTES RÉGION BESANÇON

JEAN-PIERRE LADOUCE : « EN 2015, UN CONTRÔLE PLUS SÉVÈRE »

« En 2014, nous avons clos le premier cycle de contrôle de six ans, défini par le H3C et qui pour notre part organise le contrôle des confrères travaillant sur les PE/PME en région. Nous avons donc mis en évidence le fait que chaque dossier avait été étudié une fois, des recommandations ont été faites et des plans d'actions mis en œuvre. Chacun doit donc s'y tenir car pour le second tour, les retombées seront plus sévères. Depuis l'installation des nouvelles règles par le Haut Conseil du commissariat aux comptes (H3C), les contrôles sont en effet devenus plus rigoureux, en tout cas sur la forme car les dossiers remontent à l'échelon national. Un point a été fait sur la formation professionnelle. Nous incitons les collègues à lisser leurs



heures de formation obligatoire (120 sur trois ans) au maximum. Parmi les formations les plus recommandées, celles sur le thème du blanchiment car ce sujet sera mis en avant dans les contrôles du H3C. Enfin, deux axes de la communication seront importants à l'avenir, celui à destination des syndicats patronaux, le second à destination des jeunes étudiants. »

Patrick Baudry : « Tous les humains ont besoin de rêver, de se construire un idéal »

Patrick Baudry, connaissiez-vous de près ou de loin la profession d'expert comptable-commissaire aux comptes ?

« Eh bien oui, j'ai beaucoup d'amis dans la profession. J'ai moi-même monté des entreprises donc c'est une profession que je connais bien et qui a beaucoup évolué ces derniers temps. Ils sont une pièce importante de l'entreprise, leur rôle de garant et de conseil est très apprécié. »

Après avoir été pilote de dizaines d'engins, avoir embarqué à bord de la navette Discovery, aujourd'hui, quelles sont vos activités ?

« Mon activité a deux facettes mais un même objectif : l'éducation. Je donne des conférences et je réinvestis la totalité de l'argent obtenu dans des actions humanitaires pédagogiques. Principalement en Afrique puisque je suis de Douala (Cameroun). »

Pourquoi cette thématique de l'éducation en filigrane de toutes vos actions ?

« Quand j'interviens auprès des plus jeunes, je leur parle d'espace, de rêve, d'humain, on a tous besoin de rêver. Je crois que nous devons donner une chose fondamentale aux enfants. L'éducation.

Je me suis rendu compte comme spationaute dans les années 1982, en rencontrant des enfants de 14, 16, 18 ans, qu'ils ne savaient pas ce qu'ils voulaient faire. Non pas ce qu'ils "allaient" faire. Mais quel était leur idéal. »

« À 4 ans, je voulais être pilote. C'est le chemin que j'ai suivi toute ma vie. »

Et quelle était la raison, un manque d'imagination ? De désir ?

« J'ai vite compris qu'il leur manquait la manière de trouver l'idéal qu'ils avaient au fond d'eux. C'est-à-dire qu'ils n'avaient pas eu l'ouverture suffisante pour découvrir ce qu'ils aimaient, ce qui était fait pour eux. Voilà pourquoi j'aime mettre en place différentes actions pour qu'ils trouvent leur but. En France, c'est valable pour tout humain également. Pas mal de gamins se lancent dans le foot, en font leur passion un peu par défaut parce qu'ils n'ont pas eu accès à autre chose. Ils se laissent trimbaler par leur environnement. »

Ce n'était pas votre cas, vous êtes un passionné...

« Moi, à 4 ans, je voulais être pilote. C'est le chemin que j'ai suivi toute ma vie. »

Vous partagez certaines valeurs

avec la profession, comme la persévérance ?

« Je crois que les experts-comptables sont beaucoup plus persévérants que moi (rires). La persévérance va de paire avec la motivation et la motivation de paire avec nos rêves. On part d'un objectif et dès lors, il ne faut plus se décourager, quelles que soient les épreuves, ne jamais perdre le moral, ne pas se démobiliser. Il y aura des périodes faciles, fastes, et d'autres plus compliquées. C'est peut-être difficile pour certaines personnes qui ne font pas route vers leur rêve.

Dans le métier d'expert-comptable,

avons développé des avions à commandes numériques. Évidemment j'y crois. Cela a été une partie importante de ma vie professionnelle ces 20-30 dernières années. Mais il faut garder à l'esprit que c'est un simple outil. L'Homme reste la partie la plus importante d'une chaîne d'actions vers un objectif. Il faut respecter le numérique, ne jamais prendre de retard mais prendre du recul et surtout ne pas être dominé par l'environnement numérique. Il est extrêmement puissant, performant, il faut y croire, s'y consacrer tout en gardant son âme, sa capacité de jugement et surtout...



Patrick Baudry, était l'invité d'honneur de l'Université d'été. Il a clôturé l'événement devant les experts-comptables, les commissaires aux comptes et les chefs d'entreprise de la région. Photo DR

je conçois la persévérance avec la dimension de l'équipe. Cette persévérance doit être partagée, c'est là qu'on apprécie la complémentarité. Dans le moral, dans les compétences – chacun ayant ses domaines de prédilection et ses faiblesses. L'intérêt est de savoir que lorsqu'on est un groupe, la force globale est supérieure à l'addition des forces individuelles. C'est fondamental. »

Croyez-vous à l'avenir en numérique – un sujet de préoccupation lors de cette université d'été – vous êtes un homme de l'espace ?

« A l'époque où je travaillais pour Airbus avec une petite équipe, nous

son calme. (Il sourit) »

Une notion que vous partagez encore, c'est le temps passé au travail...

« Attention pour moi le travail n'a pas valeur négative ! C'est même une valeur fondamentale. J'ai mis toute ma passion et beaucoup de travail pour faire aboutir ce rêve. Je ne sépara pas travail et vie privée, j'ai travaillé parfois 20 heures sur 24, voire 48 heures d'affilée sans manger. J'en ai abusé à une certaine époque, mais c'est un outil pour atteindre un objectif difficile. L'important reste de trouver un équilibre familial. Pour une femme qui voudra 5 enfants, elle ne

BIO EXPRESS



Patrick Baudry est né en mars 1946 au Cameroun. C'est un spationaute français du CNES. Il est le deuxième Français à être parti dans l'espace, après Jean-Loup Chrétien. Il a suivi une filière scientifique au lycée militaire d'Autun. Officier de l'armée de l'air en 1969, il pilote des avions de chasse. En 1984, il rejoint le corps des astronautes de la NASA au Texas et part en 1985 sur Discovery. Il s'investit par la suite dans de nombreux projets aventureux, pédagogiques et a rédigé de nombreux ouvrages.

sera pas P-dg à 40 ans, sinon elle devra faire trop de sacrifices, il faut être conscient de cela. D'ailleurs, je ne suis pas pour la parité... Chacun a son rôle dans la vie, et faire des enfants peut être une tâche aussi lourde de sens qu'une autre. »

Avez-vous le sens de la confraternité ?

« Bien sûr, j'irais même plus loin. La confraternité existe à plusieurs niveaux : celui de l'être humain, du continent, du pays. Lorsque j'ai voyagé en 1985 à bord de Discovery avec le prince Ben Salmane Al Saoud, le premier habitant du Moyen-Orient dans l'espace, nous avons beaucoup travaillé, mais avons aussi échangé dans les moments de calme. Il m'a dit : "Le premier jour, j'ai regardé mon pays depuis l'espace. Le deuxième jour, j'ai regardé mon continent. Le troisième, j'ai regardé la Terre." Nous avons tous à la fois le sens de l'Humanité et de l'appartenance primaire à un groupe familial, social, professionnel et ainsi de suite. »

« Lorsqu'on est un groupe, la force globale est supérieure à l'addition des forces individuelles. »